

Déclaration liminaire – CTSD Tarn-et-Garonne 3 février 2022

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

2 ans de crise sanitaire, 2 ans de protocoles hors-sols qui s'enchaînent avec ordres et contre-ordres, 2 ans de réajustements quotidiens au pied levé, 2 ans et toujours aucun réel moyen supplémentaire donné à l'école pour qu'elle puisse fonctionner, 2 ans que tant bien que mal les collègues essayent de faire qu'il y ait un semblant d'école pour les élèves. 2 ans d'un quoi qu'il en coûte et d'une dégradation des conditions de travail et d'apprentissage sans précédent qui font qu'aujourd'hui les collègues sont exsangues et l'École meurtrie.

Aujourd'hui le mal est bien plus profond et la colère est loin de se tarir. Ces 2 années de crise, s'ancrent dans un mandat Blanquer et dans une politique néolibérale austéritaire et destructrice pour notre service public d'éducation. La colère, l'épuisement, la perte de sens de nos métiers, le manque de considération et la souffrance au travail sont le fruit d'une volonté méthodique de mise en œuvre d'une vision de l'école et de réformes passées de manière autoritaire dans un simulacre de dialogue social et alors même que les collègues gèrent l'urgence au quotidien. C'est méprisant et indigne. L'école publique, notre métier, nos collègues, manquent de tout !

Nous manquons de temps. Pour travailler en équipe, pour réfléchir et trouver collectivement des réponses aux défis qui se posent à l'école, pour reprendre la main sur notre métier en faisant valoir nos expertises. A la place de quoi l'administration exige toujours davantage de nous, sur des missions bien éloignées du cœur du métier. Nous voici aujourd'hui contrôleurs sanitaires aux seuils de nos classes. Le ministre se targue de maintenir les écoles ouvertes. Mais la réalité, ce sont les va-et-vient des élèves, au rythme des annonces des contaminations, avec les conséquences directes sur les apprentissages. Le métier se vide de son sens... Nous maintenons ici que nos collègues n'ont pas à assumer ce que nous appelons dorénavant « le distanciel » en plus de la classe. Les collègues chargés de la direction d'école, auxquels était promis l'allègement des tâches, sont aujourd'hui submergés et sous-pression permanente.

Nous manquons d'argent. La question salariale était au centre de la journée de grève nationale interprofessionnelle du 27 janvier. La revalorisation, tant vantée encore une fois par le Ministre, ne concerne pas tous nos collègues. Elle ne s'attaque pas au gel du point d'indice. Elle laisse les enseignant-e-s subir le déclasserement salarial qui les place aujourd'hui loin derrière la moyenne européenne. Elle ne règle pas la situation critique de la non-attractivité du métier. Elle n'est que poudre aux yeux et élément de communication pour un ministre qui de l'autre main rend des millions, pourtant budgétisés, au gouvernement. Si notre ministre n'a pas d'idée sur la façon de les dépenser, nous en avons pour lui.

Car **nous manquons de collègues**, et vous serez sur ce point d'accord avec nous puisque vous tentez de recruter des contractuels pour y palier, allant même jusqu'à démarcher nos jeunes retraité-e-s ! D'année en année, les dotations insuffisantes ont conduit à une carence telle qu'elle désorganise aujourd'hui tout le système éducatif. Pourtant, le contexte de baisse démographique, si le gouvernement avait su l'accompagner de dotations positives et raisonnables, aurait pu permettre la mise en place de conditions de travail plus propices pour tous. La mobilisation du 13 janvier aura permis d'arracher au Ministre l'ouverture du recrutement sur Liste Complémentaire, mais il faut bien évidemment aller au-delà car les quelques postes à se répartir sur l'ensemble de l'académie ne suffiront pas.

Nous manquons de remplaçants. Nombreux sont ceux qui dès la rentrée ont été missionnés sur des remplacements longs, et les TR disponibles ne sont pas en nombre suffisant pour répondre aux besoins. Depuis 1 mois, autour de 100 classes fermées chaque jour dans notre département par faute de remplaçants disponibles, soit 10 % des classes. C'est énorme, c'est trop ! Mais en dehors de la situation épidémique/ de crise que nous traversons, nous connaissons habituellement un déficit très fort de capacité

de remplacement durant une grande partie de l'année scolaire. Cela nécessiterait au moins 15-20 postes uniquement dédiés au remplacement.

Nous manquons de RASED complets pour accompagner au mieux tous nos élèves en décrochage ou en difficulté et qui ont besoin du regard et de l'aide d'un enseignant spécialisé pour renouer avec les apprentissages. Mais dans votre projet de carte scolaire départementale pour la rentrée 2022, aucune de ces deux spécificités du métier n'apparaît, aucun moyen supplémentaire n'est prévu ! Il serait illusoire de penser qu'à la rentrée 2022, sur ces deux champs d'intervention, les besoins auront diminué... Nous pouvons ajouter également à cette liste la question des ULIS ou de l'ASH en général (pardon du SEI...) absentes de votre projet, alors que les orientations et les besoins se développent.

Comble de l'irrespect de leurs fonctions, les enseignant-e-s RASED ont été sollicité-e-s pour effectuer des remplacements ponctuels dans les écoles (pour compenser les absences des 18 étudiants alternants qui remplacent des collègues qui sont en stage de formation actuellement). Comme elles et eux, nous nous indignons d'une telle sollicitation qui nie et discrédite leur implication et leur engagement quotidiens auprès des élèves et des équipes enseignantes.

Nous manquons d'AESH. Mais le SNUipp-FSU 82 ne revendique pas de nouveaux recrutements dans les conditions actuelles de salaire et de rémunération pour ces personnels, profondément indécentes. Il y a urgence à ce que l'accompagnement des élèves en situation de handicap soit enfin un vrai métier, sous statut, accompagné d'une formation, de droits, et d'un salaire digne.

Nous manquons enfin de considération. Il peut sembler facile d'évoquer Ibiza et les vacances du ministre, mais ce nouvel épisode reflète bien le mépris avec lequel la profession est traitée. Les protocoles dévoilés dans la presse, dans des articles payants qui plus est ! Des professionnels, qui apprennent quelles seront leurs conditions de travail la veille pour le lendemain, et qui n'auront pas plus d'informations que les parents d'élèves qu'ils sont pourtant censés informer et rassurer... Le ministre ne cesse de chercher à nous décrédibiliser.

Et malgré tout cela, l'école tient. Elle menace de craquer, mais elle tient encore. **Grâce à tous nos collègues qui la portent à bout de bras depuis 2 ans, et s'épuisent à la tâche.** Certains se féliciteront à l'envi de l'implication des personnels des écoles, cela ne coûte rien... Mais nous mettons en garde le ministère comme l'échelon académique et départemental : il ne faudrait pas compter encore trop longtemps sur la résilience des enseignants. Les deux dernières journées de grève d'ampleur nationale ont mis en lumière nos conditions de travail, et exposé au grand jour le mal-être enseignant.

Quelle réponse est alors apportée à tous ces manques, et plus précisément ici, dans le cadre du CTSD, au manque de personnels ? **Aucune création d'emploi pour le 1er degré dans le budget 2022 !** Et une **dotations départementales de 0**, nulle, comme la politique menée par le Ministre ! Les objectifs nationaux seront visés avec le dédoublement des GS en éducation prioritaires et la limitation des GS-CP-CE1 partout à 24. Mais sans aucun moyen dédié... **Vous contraignant donc à fermer des classes pour répondre à ces contraintes.** Quel symbole désastreux !

Le SNUipp-FSU 82 tire la sonnette d'alarme et continue de réclamer des moyens et un véritable plan d'urgence pour l'école. Ces signaux sont ceux d'une école primaire sous-investie qui n'est pas en capacité aujourd'hui de combattre durablement les inégalités scolaires mises en lumière et aggravées par les deux ans de crise sanitaire qui ont terriblement abîmé l'école.

Au cours de ce CTSD, nous défendrons chacune des écoles dans le sens d'un meilleur encadrement des élèves et de meilleures conditions de travail pour tous nos collègues.

Merci de votre attention.

Les représentant-e-s FSU 82 au CTSD :

Guillaume Mangenot, Maximilien Reynès-Dupleix et Sandra Rubio